



Le Groupe va réaliser plusieurs projets dans les zones d'ombre  
**Sonatrach s'engage dans les opérations de désenclavement**

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5783 - Dimanche 4 décembre 2022 - Prix : 10 DA

Sétif  
**La statue Aïn Fouara de nouveau vandalisée, l'auteur arrêté**

Page 16

Afin de protéger le consommateur et lutter contre la contrefaçon

## Le code-barres obligatoire pour tous les produits à partir du 29 mars 2023

Page 3

### Une conséquence de la guerre sans la guerre

Par Mohamed Habili

**S**i la nouvelle guerre en Europe, prise au sens strict d'affrontements meurtriers et de destructions, reste confinée dans un seul pays, l'Ukraine, avec cependant de temps à autre des débordements limités sur la Russie, au nord-est, il en est différemment de ses conséquences qui elles se font déjà sentir sur tout le continent. En ce sens, on peut dire qu'elle se déroule bel et bien en Europe, qu'elle est donc européenne, dans ses causes comme dans ses effets. Avec l'hiver qui s'installe, une arme dont la Russie compte tirer le meilleur parti, elle le sera encore davantage, même si le champ de bataille n'est selon toute apparence pas appelé à sortir de ses limites actuelles. La guerre doit rester en Ukraine, sinon elle devient pleinement, concrètement, matériellement, ce qu'elle est déjà quant au fond : un conflit opposant une alliance militaire comptant trente membres, à savoir l'Otan, à la Russie, sur le sol ukrainien. Mais il y a une conséquence probable à laquelle les Européens auront tout fait pour échapper, mais qui si malgré leurs efforts ils n'y parvenaient pas tout à fait, ce serait comme si la guerre arrivait chez eux : la pénurie d'énergie. Cette pénurie, comme celle de l'alimentation, sont en effet le propre des guerres.

Suite en page 3

### Habitat/ Elle a tenu une AG extraordinaire

# La CNL consacre sa reconversion en banque



PH/D. R.

La Caisse nationale du logement (CNL) a tenu, hier, une Assemblée générale extraordinaire pour introduire des amendements à ses statuts, consacrant sa reconversion en banque, a indiqué un communiqué du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. Page 2

VIH-Sida en Algérie

**1 700 nouvelles infections enregistrées chaque année**

Page 3

Cinéma

**Ouverture officielle du 11<sup>e</sup> Festival international du cinéma d'Alger**

Page 7

Habitat/ Elle a tenu une AG extraordinaire

# La CNL consacre sa reconversion en banque

■ La Caisse nationale du logement (CNL) a tenu, hier, une Assemblée générale extraordinaire pour introduire des amendements à ses statuts, consacrant sa reconversion en banque, a indiqué un communiqué du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville.

Par Massi Salami

Les travaux de cette AG extraordinaire se sont déroulés au siège de la CNL, sous la présidence des ministres de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi et des Finances, Brahim Kassali, a ajouté le communiqué. Cette réunion intervient après l'arrêté N° 02-22 du Conseil de la monnaie et du crédit du 02 novembre 2022 portant autorisation de création d'une banque. L'objectif de la tenue de cette AG extraordinaire est l'amendement des statuts de la CNL (entreprise publique économique - EPE), à travers l'introduction de diverses opérations bancaires, notamment la réception de fonds du grand public, les opérations de crédit, ainsi que la mise à disposition de la clientèle de moyens de paiement et leur gestion, conformément à l'article 66 de la loi sur la monnaie et le crédit. Ainsi, la CNL sera désormais reconvertie en Banque nationale de l'habitat (BNH). Cette démarche est indispensable pour le dépôt du dossier d'accréditation auprès de la Banque centrale, conclut le document. Faut-il rappeler qu'en juin dernier, le président de la République, Abdelmadjid

Tebboune, a instruit, lors d'une réunion du Conseil des ministres, le ministre des Finances de préparer le texte de loi relatif à la création de la Banque de l'habitat dans un délai ne dépassant pas un mois.

Le président de la République a également donné des instructions pour «préparer la phase transitoire entre la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP) et la Caisse nationale du logement (CNL) pour le lancement effectif de la Banque de l'habitat».

Il y a quelques semaines, le ministère des Finances a annoncé dans un communiqué que la Caisse nationale du logement (CNL) tiendra «incessamment» une Assemblée générale extraordinaire pour l'adoption définitive des nouveaux statuts qui consacrent sa transformation en banque.

«Suite à la décision prise par le Conseil de la monnaie et du crédit, au cours de sa réunion du 2 novembre 2022, par laquelle il a autorisé la constitution de la Banque nationale de l'habitat



Ph/D. R.

(BNH), une assemblée générale extraordinaire sera tenue, incessamment, pour l'adoption définitive des nouveaux statuts de la Caisse nationale du logement Société par actions (CNL Spa) qui consacrent sa transformation

en banque», a précisé la même source. En outre, le conseil d'administration de la BNH «se réunira pour adopter le plan d'action portant notamment sur la mise en place de l'organisation, des procédures de gestion et du systé-

me d'information ainsi que l'aménagement en agences bancaires des structures de l'ex-CNL», a ajouté le même texte.

M. S.

Le Groupe va réaliser plusieurs projets dans les zones d'ombre

## Sonatrach s'engage dans les opérations de désenclavement

Le Groupe Sonatrach s'est engagé dans la réalisation de projets au profit des habitants de régions enclavées. La première société du pays tend à travers ces actions à améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales. Plusieurs conventions ont été jusque-là signées entre le Groupe pétrolier et les responsables locaux. A Oum El Bouaghi, le représentant de Sonatrach a signé, jeudi, des conventions avec les présidents de trois APC pour le financement de la réalisation de projets de développement dans les zones enclavées. Il s'agit d'une salle de soins à la commune Ain Babouche, l'aménagement d'un stade de proximité à la commune Dalaâ et l'acquisition de citernes de gaz propane au profit de la commune El Haramliya. Dans une déclaration à la presse, en marge de la signature des conventions de financement, le conseiller du P-DG du Groupe,

Boualem Ouedjhani, a indiqué que l'opération s'inscrit dans le cadre d'un programme d'investissement social lancé par Sonatrach, considérée comme une entreprise citoyenne par excellence. Et de préciser que la première société du pays a adhéré à la politique de l'Etat et ce programme est considéré comme «une valeur ajoutée aux efforts de l'Etat à travers ses institutions», soulignant que ce programme constitue une réponse à l'appel du devoir national à travers les efforts du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et la stratégie qu'il a adoptée pour améliorer les conditions de vie des habitants des zones d'ombre. Aussi, à Khenchela, Sonatrach financera des projets de développement au profit de trois communes. Il s'agit de quatre projets de développement dans les zones reculées situées dans les municipalités d'Ouled Rechache, d'El

Mahmal et de Bouhama, dans les secteurs de la Santé et des Ressources en eau. L'enveloppe financière réservée à la concrétisation de ces projets de développement dans les zones enclavées relevant de ces communes est estimée à 20 millions DA. A M'sila, Sonatrach financera plusieurs projets implantés dans les communes de Ouanougha, Ain Elhadjel et Mjdjel. Le financement concerne quatre projets, à savoir le raccordement en électricité de la localité d'Elkoudia, la réhabilitation de deux écoles et la réhabilitation d'une salle de soins à Ouled Souaiaab. Une convention a été signée dernièrement entre Sonatrach et les maires concernés. Cette initiative concernera une population estimée à plus de 8 000 habitants dans les régions ciblées par la concrétisation de ces projets, est-il indiqué. Dans la nouvelle wilaya d'Ouled Djellal, le Groupe pétrolier prendra en charge le

financement de cinq forages pastoraux et de 50 unités photovoltaïques, répartis à travers plusieurs communes. Ces projets seront lancés suite à une convention signée entre le wali et le conseiller du P-dg de Sonatrach, Boualem Ouedjehani. Selon les services de la wilaya, ces projets seront entamés dans les meilleurs délais dans la commune de Ras El Miaad, en vue de fournir la population locale en énergie électrique solaire et aider les éleveurs à disposer d'abreuvoirs pour les troupeaux. Selon M. Ouedjehani, le P-dg du Groupe Sonatrach a donné des instructions aux membres de la commission installée à cet effet, composée de cadres du Groupe, pour optimiser la cadence des actions en vue de lancer 121 projets de développement à travers 37 wilayas du pays «avant fin 2022».

Massi Salami

### 46° EUCOCO/Pour mettre fin à l'occupation marocaine Le Premier ministre sahraoui réitère le droit à la lutte armée

Le Premier ministre de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), Bouchraya Hammoudi Bayoun, a réitéré à Berlin le droit du peuple sahraoui à la poursuite de la lutte armée, seul moyen pour mettre fin à l'occupation marocaine. S'exprimant à l'ouverture de la 46° Conférence de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), le Premier ministre sahraoui a souligné que «la situation actuelle au Sahara occidental et la position de certains pays influents ne mèneront qu'à davantage de tensions dans la région», dénonçant «les manœuvres répétées du Maroc et de ses alliés en vue de mettre en échec toute solution de nature à aboutir à la mise en œuvre de la légalité internationale». «Tous les efforts de la communauté internationale tendant à trouver une solution pacifique et juste sont restés lettre morte», a-t-il affirmé, relevant que l'attitude de certains pays «était à l'origine du non-respect du droit international». R. M.

Energie

## Arkab participe aux travaux de la 185° réunion de la Conférence de l'Opep

LE MINISTRE de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a participé, hier, aux travaux de la 185° réunion de la Conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) qui s'est tenue par visioconférence, à indiqué le ministère dans un commu-

niqué. Lors de cette réunion, les ministres des pays membres de l'Opep ont examiné des questions relatives à la gestion et au fonctionnement de l'Organisation, ainsi qu'à la situation actuelle du marché pétrolier et ses perspectives d'évolution, aussi bien sur le

court terme que sur le long terme, ajoute la même source. M. Arkab participera également aujourd'hui par visioconférence aux travaux de la 46° réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMCC) et de la 34° réunion ministérielle Opep et non-Opep. Les ministres

en charge du pétrole des 23 pays de la Déclaration de coopération discuteront des développements récents observés sur le marché pétrolier international et de ses perspectives d'évolution à court terme, selon le communiqué. R. E.

VIH-Sida en Algérie

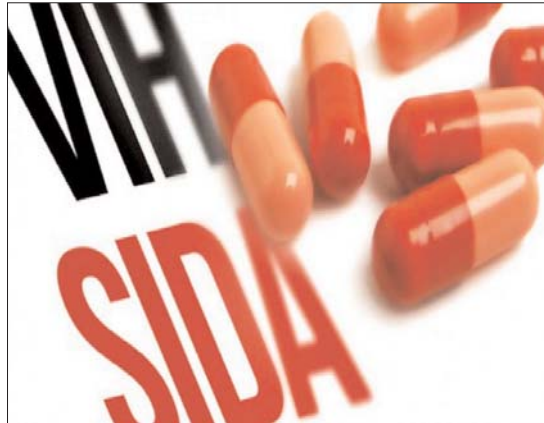
# 1 700 nouvelles infections enregistrées chaque année

■ Au moment où l'Algérie peine à éradiquer le sida, «une moyenne annuelle de 1 700 nouvelles infections au virus sont enregistrées, touchant généralement la tranche d'âge comprise entre 24 et 49 ans, aussi bien la gente masculine que féminine», a indiqué le ministère de la Santé.

Par Thinhinane Khouchi

L'Algérie a enregistré une augmentation du nombre de contaminations entre 2020 et 2022, c'est le constat avancé par des médecins et représentants de la société civile lors d'une rencontre à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida, placée cette année par l'Onusida sous le slogan : «Egalité maintenant». Pour la directrice de la Prévention des maladies transmissibles au ministère de la Santé, D Samia Hammadi, «l'Algérie enregistre une moyenne annuelle de 1 700 nouvelles infections au virus, touchant généralement la tranche d'âge comprise entre 24 et 49 ans, aussi bien la gente masculine que féminine». Dans ce contexte, Nassima Achour, chef de service d'infectiologie à l'hôpital d'El Kettar, a indiqué à un média national que son département enregistre 3 à 4 contaminations par le sida chaque jour, ajoutant que «le nombre d'infections au virus de l'immunodéficience acquise (VIH) est en hausse». Elle expliquera que «pour agir sur la chaîne de transmission, il faut avant tout sensibiliser les gens sur l'importance du dépistage qui doit concerner toute la population, tous âges confondus. Les jeunes doivent être dépistés à partir de 15 ans». Elle dira également qu'il existe une recrudescence de la transmission mère-

enfant. «La raison est que les femmes ne sont pas dépistées à cause du manque de sensibilisation. C'est ce qui explique l'augmentation actuelle des cas de transmission mère-enfant. Il faut savoir au passage que la transmission par voie sanguine a complètement disparu car le contrôle du sang est systématique». Par ailleurs, lors de cette rencontre, le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, avait indiqué qu'«il y a une mobilisation entière du gouvernement et de l'ensemble des intervenants, notamment la société civile, pour assurer un accès total et gratuit à toutes les prestations de soins aux malades du sida, dont le dépistage et le traitement». Mettant l'accent sur la «volonté politique de l'Algérie à accélérer la riposte contre cette pathologie d'ici à l'horizon 2030», le ministre a insisté sur «l'accès équitable et qualitatif aux soins, tout en respectant le droit de tous au traitement», avant de préconiser «davantage de vigilance» face aux facteurs de risque d'infection. Il a cité, à ce titre, notamment la consommation par voie intraveineuse des drogues, le faible niveau de protection des malades ainsi que le phénomène migratoire, notant que les priorités de l'Algérie pour y remédier sont axées sur l'accélération de la protection des populations les plus vulnérables, la lutte contre la transmission du virus de la mère à l'enfant ainsi que le renforcement des activités de prévention,



Ph.D. R.

de dépistage et de traitement.

Il a également souligné l'importance de «l'accompagnement des personnes infectées par le virus par un appui de la société civile», rappelant, à ce propos, les engagements pris par l'Algérie afin d'améliorer sa riposte face au sida, lesquels sont mis en œuvre dans le cadre du Plan national stratégique IST/VIH/Sida 2020-2024. Dans le même contexte, relevant «la dynamique pandémique» caractérisant ce virus, Saïhi a affirmé «la volonté de l'Algérie à relever le défi de lutter contre celui-ci», saluant «les efforts consentis par divers acteurs durant la pandémie de coronavirus pour sensibiliser et soutenir les franges vulnérables de la société face au VIH-Sida». De son côté, le

Coordonnateur résident du Système des Nations unies en Algérie par intérim, Ahmed Ethmane Mohamed Salek, a exprimé «l'engagement d'Onusida Algérie pour appuyer les efforts significatifs du ministère de la Santé, dans le cadre du Plan national stratégique IST/VIH/Sida, visant à amplifier la riposte nationale au regard de la dynamique de l'épidémie». Ceci, a-t-il ajouté, en plus de soutenir «le travail remarquable de la société civile», tout en faisant état des «importantes réalisations» à l'actif dudit Plan, lesquelles témoignent d'une «volonté réelle du gouvernement algérien de faire face à cette pandémie de manière concrète, efficace et soutenue».

T. K.

Afin de protéger le consommateur et lutter contre la contrefaçon

## Le code-barres obligatoire pour tous les produits à partir du 29 mars 2023

Announced en grande pompe, la généralisation de l'utilisation du code-barres à tous les produits locaux et importés est prévue pour l'année prochaine. Le nouveau dispositif réglementaire vise le renforcement de la sécurité des produits et la protection des consommateurs, en assurant la traçabilité des produits mis sur le marché et les produits exportés. En effet, le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a annoncé, hier, «la finalisation et la mise en application de texte d'application d'une loi rendant obligatoire la généralisation de l'utilisation du code-barres à tous les produits locaux et importés, et ce, à partir du 29 mars 2023». Lors du lancement d'une campagne de sensibilisation sur l'importance du code-barres qui permet de suivre leur traçabilité, allant de la production jusqu'à la commercialisation, le

ministre du Commerce a déclaré que «le code-barres est très important dans le domaine commercial, car, explique-t-il, cette démarche permettra de protéger le consommateur et le produit de la contrefaçon». Il s'agit, selon Rezig, «d'une base de données qui concerne tout ce qui est produit, qu'il soit local ou importé, qui entre sur le marché, où ses données sont exactes, à travers lesquelles nous protégeons le consommateur». «C'est un gage de renforcement du suivi du processus des produits qui permettra au ministère du Commerce de disposer d'une base de données numérique», a-t-il ajouté. Le ministre du Commerce a également indiqué, en marge de la campagne de sensibilisation, qu'à partir de la date de 29 mars 2023, tous les produits importés ou fabriqués localement doivent porter le code-barres du produit

d'origine, précisant que les produits algériens seront distingués par leur code 613. Dans les pays européens, il est impossible d'exporter un produit destiné à la consommation humaine à l'étranger sans porter un code-barres, alors qu'en Afrique ce sont 25 pays qui imposent le codage code-barres, et avant fin 2023, tous les pays africains obligent tous les produits à le porter, a tenu à rappeler le ministre. 11 000 entreprises productives ont adhéré volontairement à ce processus, avec 500 000 produits locaux et qui portent le code 613, représentant l'Algérie. Avant l'application officielle les autres entreprises vont adhérer, car après le 29 mars 2023 chaque produit qui ne contient pas le code-barres obligatoire local pour les produits locaux ou bien pour les produits importés, sera interdit d'entrer sur le mar-

ché national, a encore précisé Kamel Rezig. Compte tenu des mutations économiques et commerciales mondiales, le ministère du Commerce a souligné, par ailleurs, qu'il a pris, en coordination avec d'autres départements ministériels, «des mesures pour la facilitation de la pratique des activités commerciales sous des lois modernes compatibles aux normes internationales». Le ministre a rappelé, dans ce sens, l'arrêté interministériel portant réorganisation de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci). Une réorganisation, dit le ministre, qui permettra de renforcer le rôle de la Caci. Il est attendu aussi, à travers cette décision, une facilitation du rappel des produits non conformes ou présentant un risque pour la santé et la sécurité des consommateurs.

Louisa A. R.

## LA QUESTION DU JOUR

### Une conséquence de la guerre sans la guerre

Suite de la page une

Où que l'on soit, si loin qu'on puisse se trouver du lieu des hostilités militaires, on est en butte à la guerre, autant dire en guerre, si l'on vient à manquer de nourriture et d'énergie. La guerre est encore loin de Paris, de Berlin ou de Londres, mais les Français, les Allemands et les Anglais, payent déjà plus cher que habitude leur alimentation, ainsi que leur facture d'énergie et leur carburant. Toutefois, comme ils n'en manquent pas, ils ne connaissent ni le froid ni la faim, même si déjà un nombre croissant d'entre eux a du mal à subvenir aux besoins de base. De cela la guerre en Ukraine n'est pour rien, jusqu'à présent en tout cas. L'inflation n'est pas son effet, s'étant déclarée bien avant qu'elle-même n'éclate. On ne saurait même pas dire dans quelle mesure elle y contribue en ce moment. On n'en veut pour preuve que le fait que le prix du baril de pétrole a tendance à revenir à son niveau d'avant. Ce qui fait que les prix renchérissent, c'est la hausse des matières premières, dont celui du pétrole, mais il est loin d'être le seul. Il en est de même du spectre de la pénurie d'énergie qui plane aujourd'hui sur l'Europe – sur l'Europe seule, non sur l'Occident dans sa totalité. Il ne doit rien à la guerre directement. S'il y a pénurie d'énergie, ce sera par la faute des décisions prises par les dirigeants européens de se passer du pétrole et du gaz russes. Pour autant, ce sera une conséquence de la guerre. Les peuples qui ont froid, ce sont les peuples qui sont en guerre. Si dans les jours qui viennent, les Européens ont froid, alors ce sera comme s'ils étaient en guerre. Ils auront froid s'il y a des coupures à répétition d'électricité et de gaz. La guerre sera arrivée dans ce cas dans leurs villes et leurs campagnes même si les combats n'ont pas bougé de place, qu'ils sont restés en Ukraine. Dans nombre de pays européens, on a appris aux gens comment réagir à une panne d'électricité tombant au mauvais moment au mauvais endroit. Mais pas dans tous, pas en France par exemple, où les gouvernants ont dit et répété que les réserves de gaz sont pleines, mais que néanmoins des mauvaises surprises sont théoriquement possibles, dans le réseau électrique en particulier. Mais pas de panique, ce ne sera jamais des coupures, mais juste des délestages de courte durée, de deux ou trois heures tout au plus. Qu'on se rassure, ce n'est pas la guerre.

M. H.

Forum Rome Med

# Lamamra tient des rencontres bilatérales en marge de sa participation

■ Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a eu, vendredi dans la capitale italienne, plusieurs rencontres bilatérales en marge de sa participation aux travaux de la 8<sup>e</sup> édition du Forum de haut niveau pour le dialogue en Méditerranée (Rome Med), indique un communiqué du ministère.

Par Hamid F.

**M.** Lamamra s'est entretenu notamment avec la Sous-secrétaire d'Etat américaine en charge des questions du Proche-Orient, Yael Lampert, avec l'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, ainsi qu'avec le Représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient, Sven Koopmans, précise la même source.

M. Lamamra et la responsable américaine ont réitéré leur «engagement à promouvoir la coopération bilatérale en encourageant l'échange de visites, le dialogue et la coordination à tous les niveaux», note le communiqué. «Lors de sa rencontre avec l'Envoyé personnel du Secrétaire

général de l'ONU pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, M. Lamamra a réitéré le soutien de l'Algérie aux efforts exercés par ce dernier pour la réunion des conditions nécessaires à la reprise des négociations directes entre les deux parties au conflit, le royaume du Maroc et le Front Polisario, dans l'objectif de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, garantissant au peuple sahraoui l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination», poursuit le même texte.

Enfin, «avec le Représentant spécial de l'Union européenne (UE) pour le Proche-Orient, Sven Koopmans, les discussions ont porté sur la situation prévalant dans cette région et les derniers développements de la question



palestinienne», indique le ministre.

«M. Koopmans a félicité l'Algérie pour le succès du

Sommet arabe, tout en saluant ses efforts continus pour la promotion de la réconciliation inter-palestinienne et la reprise du pro-

cessus de paix au Moyen-Orient sur la base de l'Initiative arabe de paix de 2002», conclut le communiqué. **H. F.**

## Oran 12<sup>e</sup> Congrès international de chirurgie vasculaire

Le service de chirurgie vasculaire de l'EHU d'Oran «1<sup>er</sup> Novembre» organise les 3 et 4 décembre le 12<sup>e</sup> Congrès international de chirurgie vasculaire, a indiqué, vendredi, un communiqué de cet établissement.

Organisé en partenariat avec l'association de chirurgie vasculaire d'Oran, ce congrès doit accueillir pendant deux jours des spécialistes de renom algériens et étrangers (Tunisie, Egypte, Bulgarie et Italie), a précisé la même source. Plusieurs thématiques seront traitées lors de cette rencontre scientifique. Elles seront axées sur les maladies cardiovasculaires, la thrombose veineuse, l'anévrisme aortique, les pathologies néphrologiques vasculaires, l'hypertension artérielle et autres.

Les conférenciers aborderont également les effets DU Covid-19 sur la thrombose vasculaire et le blocage artériel, a-t-on noté. Le programme scientifique de cette rencontre est réparti sur huit sessions. Cette rencontre offre un espace d'échange d'expériences et des connaissances entre les spécialistes nationaux et étrangers et vise à mettre le point sur le niveau atteint en Algérie et ailleurs en matière de chirurgie vasculaire et à présenter les derniers progrès en matière de traitement, a-t-on encore relevé.

R. A.

Territoires sahraouis occupés

## Des parlementaires algériens insistent sur l'impératif de traiter sérieusement l'escalade sans précédent

**L**e chef de la délégation parlementaire algérienne et président du Groupe parlementaire d'amitié et de fraternité Algérie-Sahara occidental, Miloud Tessouh, a insisté, vendredi à Berlin (Allemagne), sur l'impératif de traiter, avec plus de sérieux et de responsabilité, l'escalade sans précédent dans les territoires sahraouis occupés, mettant en garde contre la persistance du conflit susceptible d'hypothéquer l'avenir de la paix et de la sécurité dans la région.

Intervenant lors de la réunion parlementaire au siège du Bundestag (Parlement allemand), en marge de la 46<sup>e</sup> Conférence de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (Euco), M. Tessouh a affirmé que cette réunion «intervient dans un contexte marqué par une escalade sans précédent dans les territoires sahraouis, en raison de la reprise des confrontations militaires, suite à la violation flagrante par le Maroc du cessez-le-feu, après trois décennies d'apaisement et le lancement du processus onusien, outre les exactions sécuritaires et humanitaires et le non-respect des lois et chartes internationales, d'où l'impératif pour la communauté internationale en général et pour les parlementaires représentant nos peuples, d'agir rapidement et de traiter la situation avec davantage de sérieux et de responsabilité». Dans le même cadre, il a averti que «le contexte mondial complexe, dominé par les conflits, les

guerres et les crises, maintient la communauté internationale en alerte permanente en vue de traiter la question urgente du Sahara occidental, étant le plus long conflit et la dernière colonie en Afrique», ajoutant que «la persistance de ce conflit est susceptible d'hypothéquer l'avenir de la paix et de la sécurité dans la région». «Le peuple sahraoui subit toutes sortes de pratiques inhumaines sur son territoire (torture, assassinat, déplacements forcés...), outre les violations de ses droits les plus élémentaires et l'exploitation illégale de ses richesses», a-t-il déploré. Les parlementaires doivent trouver les meilleurs mécanismes pour donner un véritable élan au mouvement de solidarité avec la cause sahraoui et permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination, a estimé M. Tessouh. Partant de cette conviction et au vu du rôle des parlementaires dans la représentation des peuples et leur contribution au mouvement de solidarité internationale, le projet du Réseau parlementaire international de solidarité avec le peuple sahraoui a pu voir le jour en 2017, a-t-il rappelé.

### Nécessité de dynamiser le réseau parlementaire de soutien au peuple sahraoui

Pour M. Tessouh, le premier défi à relever consiste en «l'activation et la dynamisation de coordinations parlementaires conti-

mentales, notamment au niveau de l'Afrique et de l'Amérique latine, comme prélude au lancement du réseau parlementaire qui aura pour mission la mise en place des canaux de communication rapides et permanents entre les parlementaires dans les différents continents».

«Le lancement de cette initiative est un point positif en faveur de la juste cause sahraoui, à même de contrecarrer les campagnes de diffamation et de désinformation qui la ciblent», a souligné le chef de la délégation parlementaire, estimant que «les parlementaires sont les meilleurs porte-parole et défenseurs de la cause dans le cadre d'un réseau unifié avec des objectifs précis, un réseau dont les Sahraouis ont grandement besoin».

«Les appels incessants à la dynamisation urgente du réseau parlementaire de soutien au peuple sahraoui émanent de la foi en la capacité de la diplomatie parlementaire de négociation, de dialogue et d'influence, car ayant la latitude et la marge de manœuvre nécessaires, contrairement à la diplomatie officielle qui obéit aux considérations politiques et économiques (...). C'est un moyen efficace en termes de rapprochement des vues et de proposition de solutions pacifiques aux crises», a expliqué M. Tessouh.

Dans ce sillage, le président du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Sahara occidental a rappelé l'importance d'«agir de manière active et pratique à tra-

vers la participation dans les différents événements parlementaires internationaux et régionaux pour briser le black-out imposé aux Sahraouis et rappeler aux instances internationales leur responsabilité envers ce peuple, notamment dans la protection des personnes et de leurs biens ainsi que la mise en place des mécanismes de surveillance de la situation des droits de l'homme qui ne cesse de régresser».

Le réseau parlementaire est capable d'apporter soutien et solidarité aux parlementaires, notamment ceux dont les pays affichent une position passive ou incertaine, a-t-il soutenu.

A ce propos, le parlementaire a fait savoir que «les activités internes et externes de la diplomatie parlementaire constituent une plateforme solide pour la défense du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, à travers les interventions des parlementaires dans les différentes activités ou les recommandations et rapports soumis à leurs gouvernements dans le cadre de leurs missions».

En conclusion, M. Tessouh a rappelé que «l'engagement en faveur des justes causes s'inscrit dans un cadre purement humaniste», appelant l'ensemble des parlementaires à adhérer sérieusement à cette démarche, se disant convaincu que l'appel trouvera un écho favorable et permettra de porter haut la voix de ce peuple persécuté.

Maya G.

Prix

# Le pétrole se stabilise dans la fourchette de 87 dollars

■ Les prix du pétrole stagnaient vendredi à près de 87 dollars, affectés par l'anticipation de la prochaine réunion de l'Opep+.



Par Salem K.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février perdait 0,08 %, à 86,81 dollars. Son équivalent américain, le

baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en janvier, baissait de 0,07 %, à 81,16 dollars.

Le marché attend la réunion des représentants des membres de l'Organisation des pays

exportateurs de pétrole et leurs partenaires (Opep+) aujourd'hui en format virtuel. Pour des analystes, il est «peu probable» que l'Opep+ prenne de nouvelles mesures aujourd'hui. Le marché s'interrogeait sur l'équilibre du marché pétrolier. «L'incertitude concernant la demande est principalement liée au ralentissement de l'économie mondiale et à l'accélération des cas de Covid en Chine, premier pays importateur de brut au monde», expliquent les analystes.

## L'UE s'accorde sur un plafonnement des prix du pétrole russe

Les pays de l'Union européenne ont trouvé vendredi un accord sur le plafonnement à 60 dollars par baril du prix du pétrole russe. L'accord, dont les bases avaient été jetées jeudi par les ambassadeurs des Vingt-

Sept, coordonnés sur ce dossier avec leurs alliés du G7, notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni, ainsi que l'Australie, restait suspendu à la décision de Varsovie, qui a donné son feu vert vendredi soir. Washington a jugé «bienvenu» l'accord européen. Le mécanisme envisagé prévoit d'imposer un plafond de 60 dollars par baril aux prix du pétrole russe vendu à des Etats tiers en complément de l'embargo de l'UE qui entre en vigueur demain. La Russie a tiré 67 milliards d'euros de ses ventes de pétrole à l'UE depuis le début du conflit en Ukraine, tandis que son budget militaire annuel s'élève à environ 60 milliards, rappelle Phuc-Vinh Nguyen, un expert des questions énergétiques à l'Institut Jacques-Delors.

«Nous pouvons officiellement approuver cette décision», a déclaré à Bruxelles Andrzej

Sados, l'ambassadeur de Pologne auprès de l'UE.

## Le brut en repli après l'annonce d'un plafonnement des prix du pétrole

Les prix du pétrole ont conclu en léger recul vendredi, après le plafonnement à 60 dollars du prix du baril de pétrole russe par les Occidentaux et avant une réunion de l'Opep+ aujourd'hui.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février a perdu 1,50 % à 85,57 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison en janvier, a aussi cédé 1,50 % à 79,98 dollars.

S. K.

Après les derniers chiffres sur l'emploi américain

## Les marchés circonspects

Les marchés mondiaux ont mal accueilli les derniers chiffres sur l'emploi américain, qui ont fait bondir les taux d'intérêt obligataires et reculer les Bourses vendredi. Les places boursières européennes ont terminé la séance en ordre dispersé : Paris a perdu 0,17 % et Milan 0,26 %, tandis que Londres a fini stable et Francfort a gagné 0,27 %.

La Bourse de New York reculait depuis l'ouverture : vers 16h55 GMT, le Dow Jones tombait de 0,17 %, le S&P 500 de 0,44 % et le Nasdaq de 0,66 % face à une remontée des taux obligataires. Le taux de la dette américaine à 10 ans grimpeait à

3,57 % contre 3,51 % la veille. Celui à échéance 2 ans, particulièrement sensible à la politique monétaire, passait de 4,23 % jeudi soir à 4,32 % vers 16h55 GMT. Les rendements souverains européens progressaient dans une moindre mesure.

En novembre, 263 000 emplois ont été créés aux Etats-Unis, bien plus que les 200 000 qui étaient attendus par les analystes. Le taux de chômage est resté stable à 3,7 %, un niveau très bas. Ces chiffres montrent que le marché du travail reste solide malgré les mesures prises pour ralentir l'activité économique afin de juguler l'inflation.

### Wall Street termine proche de l'équilibre,

### les bons chiffres de l'emploi digérés

La Bourse de New York a terminé proche de l'équilibre vendredi, après avoir digéré de bons chiffres de l'emploi qui lui avaient initialement fait craindre un durcissement de la politique monétaire américaine.

Le Dow Jones a gagné 0,10 %, tandis que l'indice Nasdaq a perdu 0,18 % et que l'indice élargi S&P 500 s'est légèrement effrité de 0,12 %. Wall Street avait ouvert en net repli en apprenant que l'économie américaine avait créé 263 000 emplois en net en novembre, soit bien plus que les 200 000 attendus par les économistes. «Ces chiffres sont le signe que (la

banque centrale américaine) n'est pas sortie d'affaire», a commenté Charlie Ripley, d'Allianz Investment Management. «Nous nous attendons à ce que le resserrement monétaire se poursuive l'année prochaine».

### Après un rebond, le dollar se stabilise

Le dollar s'est stabilisé vendredi à un niveau proche de ses plus bas depuis l'été, malgré de bons chiffres américains de l'emploi qui l'ont brièvement fait rebondir en séance. Vers 19h50 GMT, le billet vert s'échangeait à 1,0517 euro (+0,02 %), tout près de son plus faible niveau depuis juin atteint en tout début de séance à 1,0545 dollar. En jour-

née, requinqué par des créations d'emplois aux Etats-Unis plus nombreuses qu'attendu, ce qui pourrait pousser la Fed à poursuivre son resserrement de politique monétaire, le billet vert avait pris 0,52 % à 1,0466 dollar pour un euro. La devise américaine s'est ensuite stabilisée également face aux autres monnaies comme le yen à 134,62 yens (-0,53%) – alors qu'il prenait 0,13 % face à la devise japonaise après les chiffres de l'emploi – ou la livre sterling à 1,2267 dollar pour une livre (0,16 %).

S. K.

## Dette de la France S&P maintient sa note mais n'exclut pas de l'abaisser à moyen terme

L'agence de notation S&P Ratings a maintenu la note de la dette de la France mais n'exclut pas de l'abaisser en raison du ralentissement de son économie et de la dégradation des finances publiques liée aux aides versées aux ménages et aux entreprises afin de compenser la flambée des prix de l'énergie. Dans un communiqué publié vendredi, S&P annonce notamment avoir abaissé sa prévision de croissance du PIB français en 2023 à +0,2 % contre +1,7 % anticipé en juillet 2022, ce qui l'amène à abaisser à «négative» la perspective associée à sa note «AA/A-1+».

O. N.

Australie

## Un groupe aborigène remporte un combat juridique contre un vaste projet gazier

Un groupe aborigène en Australie a réussi à bloquer le projet d'exploitation d'un nouveau champ gazier massif, au large de la côte nord du pays, en gagnant un procès en appel vendredi.

Dennis Tipakalippa, membre d'une communauté aborigène des îles Tiwi, est à l'origine de la plainte contre le groupe Santos, l'un des plus grands producteurs de pétrole et de gaz du pays, qui souhaite lancer un programme de forage dans la mer de Timor.

M. Tipakalippa et le clan

Munupi craignent que le projet de Santos nuise à leurs ressources alimentaires maritimes, mais aussi au lien spirituel qu'ils entretiennent avec la région.

En septembre, un tribunal avait révoqué l'approbation environnementale du projet de la société gazière, en jugeant que les groupes autochtones n'avaient pas été correctement consultés.

Vendredi, la Cour fédérale australienne a rejeté l'appel de Santos, estimant que la société était tenue de «consulter M.

Tipakalippa et le clan Munupi parce que leurs intérêts pouvaient être affectés par le projet gazier». «Santos et toutes les autres compagnies gazières doivent en prendre note», a souligné M. Tipakalippa dans une déclaration publiée par le Bureau des défenseurs de l'environnement.

«Nous nous sommes battus pour protéger notre "Sea Country" (pays maritime, un terme utilisé pour désigner leur territoire en mer, NDLR) du début à la fin et nous ne cesserons jamais de nous battre», a-t-il affir-

mé.

Même si Santos devra demander de nouvelles approbations avant de pouvoir lancer des forages, il n'est pas certain que la décision judiciaire de vendredi sera suffisante pour bloquer définitivement ce projet de 3,6 milliards de dollars australiens (2,5 milliards de dollars américains).

Santos a d'ailleurs dit vendredi qu'il prévoyait toujours d'extraire du gaz de ce champ d'ici à 2025.

Yanis T.

## Cinéma

# Ouverture officielle du 11<sup>e</sup> Festival international du cinéma d'Alger

■ Le 11<sup>e</sup> Festival international du cinéma d'Alger (FICA), dédié au film engagé, s'est ouvert vendredi soir à Alger, après deux ans d'absence en raison de la pandémie de Covid-19, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Souraya Mouloudji.

Par Abla Selles

Devant le Conseiller du Président de la République, chargé du cinéma et de l'audiovisuel, Ahmed Rachedi, et de membres du gouvernement, Souraya Mouloudi a réitéré, dans son allocution, «l'engagement de l'Etat algérien à hisser le niveau du 7<sup>e</sup> art à un rang supérieur et qui devra accompagner les mutations technologiques».

La ministre a rappelé les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour développer l'industrie cinématographique et

«soutenir» un cinéma qui, selon elle, devra «contribuer à préserver la mémoire nationale et l'identité algérienne».

Souraya Mouloudji a également assuré que l'accompagnement et le soutien de l'Etat des projets de cinéma «se poursuit à travers des mécanismes élaborés pour l'année 2023», lesquels devront «insuffler une nouvelle dynamique et réintroduire l'Algérie dans les manifestations culturelles internationales».

La commissaire du festival Zehira Yahia a, quant à elle, salué le soutien du ministère de la Culture et ses institutions qui, a-t-elle souligné, ont contribué à la

tenue de ce festival.

Ont assisté également à cette soirée d'ouverture, les ministres de la Communication, Mohamed Bouslimani, de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Kamel Beddari, et du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, aux côtés de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie.

Présenté en ouverture de ce 11<sup>e</sup> FICA, le long métrage de fiction «El Gharib» (L'étranger), écrit et réalisé par le cinéaste syrien Ameer Fakhereddine, s'intéresse à l'histoire d'un jeune médecin dans un petit village du Plateau occupé du Golan, aux frontières



avec le Liban. Coproduction associant plusieurs pays dont la Syrie et la Palestine, cette fiction de 112 minutes relate la vie d'un médecin désespéré sans agrément qui mène une vie difficile à la limite du désespoir.

Soixante films, dont 25 en compétition officielle, sont au

programme du 11<sup>e</sup> FICA qui se poursuit jusqu'au 10 décembre.

Outre la compétition, le FICA prévoit six focus thématiques dédiés, entre autres, à la mémoire, aux jeunes réalisateurs ou encore à l'environnement, ainsi que des master-class.

A. S.

## Concert

## La troupe «El Ferda» en démonstration devant le public algérois

La troupe «El Ferda» a sublimé, vendredi soir à la salle Ibn Khaldoun, le public algérois avec un florilège de pièces de leur répertoire, tirées de leur unique album.

Durant plus de deux heures, Larbi Bestam, leader et interprète de la troupe, a enchanté l'assistance qui a très vite cédé au déhanchement dans un concert dédié aux louanges et à l'adoration du Divin à travers quelques M'dihs, dans une ambiance empreinte de convivialité.

Dans des atmosphères de grands soirs, le public qui comptait en son sein quelques étrangers, s'est notamment délecté sur les pièces «Krim El Kourama», «Talet B'welfi had el ghiba», «El Fiyachia», «Sewwelt nefs», «Salat āala ErRassoul», «Ya bent e blad», «Sobhane Allah yal'tif»

(d'El Hadj M'hamed El Anka), «Salam salamou» et «Benbouziane».

Soutenu par Larbi Arig au violon alto, El Hadj Bouhazma au soussene (petit gombri à la caisse de résonance en forme de triangle), Benabdellah Farouk au synthétiseur, Abdelouahab Hosni à la derbouka, ainsi que Touhami Bouhazma, Mohamed Belbachir Zoubiri et Lakhdar Hamidi aux percussions, Larbi Bestam au Oud a puisé les pièces rendues du répertoire «Tawasol», une variante du Melhoun très répandue dans la Saoura.

L'identité du genre musical de la troupe de Kenadsa (Béchar) est donnée, non par la beauté des variations modales et mélodiques puisées essentiellement de la richesse de la musique andalouse, mais par les sonorités des instruments tradi-

tionnels. Le soussene au son ramassé qui s'apparenterait au «guimmick» (technique de jeu consistant à étouffer les notes d'une guitare électrique), les karqabous, ainsi qu'«El Ferda» (tambour plat et large posé à même le sol), ou encore l'Oud, représentent autant de sonorités traditionnelles qui, relevées dans des cadences ternaires au tempo lent, font la singularité de ce genre musical.

Interagissant avec le public en les faisant chanter la quasi-totalité des refrains, Larbi Bestam, qui n'a pas «caché son bonheur de retrouver son public à Alger», a usé de ses talents de professionnel du métier, finissant chaque pièce dans la légèreté envoûtante du rythme «Berouali» (6/8). Créée en 1991, la troupe «El Ferda» compte à son actif un album et une série

de 17 enregistrements sortis en 2011 dans un coffret par l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA).

Représentant plusieurs fois l'Algérie à l'étranger, la troupe El Ferda s'est produite dans nombre de pays, dont l'Inde, la Chine, la France, Emirats arabes unis, ainsi que les pays du Maghreb.

«El Ferda continue d'explorer le répertoire musical de la région de Kenadsa, en quête de nouveaux textes et qcid», a précisé l'artiste.

Organisé par l'Etablissement Arts et Culture, le concert de la troupe El Ferda de Béchar a été programmé pour une représentation unique.

Racim C.

## Patrimoine

## Le palais d'El Mechouar à Tlemcen, un chef-d'œuvre architectural unique

À cœur du vieux Tlemcen, terre des arts et d'histoire, se dresse le palais El Mechouar datant du 13<sup>e</sup> siècle avec son prestigieux Palais Royal zianide, témoin d'une civilisation ancestrale et d'un cachet architectural unique.

Véritable joyau architectural de la ville de Tlemcen, capitale du Maghreb central, le palais El Mechouar, ancienne résidence des rois zianides et lieu de concertation et d'échanges, témoigne encore du faste de la dynastie. Le bastion, situé au cœur de la ville de Tlemcen, a été construit en 1234 par le premier roi zianide, Yaghmoracen Ibn Ziane, qui en a fait le centre de la capitale d'un Etat qui a résisté à plusieurs offensives, pendant plus de trois siècles.

Le visiteur du palais découvre une œuvre architecturale unique composée de jardins luxuriants et d'ornements aussi riches que diversifiés se distinguant particulièrement par le zellij, les colonnes, les fontaines et les

fenêtres archéologiques.

En 2011, le palais a été restauré par un bureau d'études techniques local dans le cadre de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique».

El Mechouar est le seul bâtiment restant des quatre palais qui composaient la citadelle El Mechouar, en l'occurrence «Dar el moulk», «Dar Abi Fahr», «Dar essourour» et «Dar erraah», selon le chercheur dans l'histoire de la région, Aboubakr Snouci.

Le palais se distingue par de nombreux décors et gravures qui témoignent de l'originalité de la décoration locale. De nombreux nouveaux ornements, identiques à l'origine, ont été ajoutés lors des opérations de restauration, alors que le zellij est présent dans chaque espace du palais, et a été préservé dans des fenêtres archéologiques.

La restauration de ce palais est inspirée de l'architecture originelle, notamment les décors, les zellij, exception faite des plafonds en bois, qui sont une copie

des décorations utilisées par les Zianides dans leurs maisons et mosquées, dont la mosquée «Abou El-Hassan Et-Tenessi» (13<sup>e</sup> siècle), toujours en bon état de conservation à ce jour.

Des fouilles ont également été effectuées sur le lieu, ayant permis de découvrir des pièces détruites par l'occupant français, dont plus de 50 pierres tombales de l'époque des zianides, et 16 réserves de stockage des provisions (Matmar).

Les opérations de fouille ont également permis la mise au jour d'éléments importants du palais, à l'instar des bassins décorés de zellij et des canalisations de marbre qui servaient à l'alimentation en eau potable.

Le palais est encore entouré de murailles construites en terre par le sultan zianide Abu al Abbas al Akil en 1446 et qui ont été restaurées à différentes époques avec de la pierre.

Le palais a ensuite été exploité par les Ottomans et l'Emir Abdelkader, avant d'être converti

en caserne militaire durant la colonisation française, selon Senouci.

### Les décors et les zellij, splendeur et authenticité du palais «El Mechouar»

L'académicienne à l'Université de Tlemcen et chercheuse dans le domaine des arts, Mehtari Faiza, a affirmé que le palais royal zianide est «une miniature de la ville de Grenade en Andalousie, avec une authenticité et une spécificité locale. Il a su résister à ceux qui ont essayé de déraciner son patrimoine culturel et architectural authentique».

Soulignant l'aspect esthétique du palais, elle a fait savoir qu'il concerne «en premier lieu, les décors zianides qui sont l'une des décorations les plus importantes que recèle l'Algérie, et deuxièmement le zellij qui est un élément architectural zianide très important».

Elle relève également que

«l'artiste zianide était très porté sur les couleurs, notamment le bleu, qui ont une présence très importante dans l'architecture et la décoration zianide».

Ce qu'on appelle à Tlemcen zellij est une «architecture zianide authentique, un patrimoine algérien par excellence et un bien de la civilisation algérienne authentique».

S'agissant des origines du zellij, la chercheuse a indiqué que «ce dernier proviendrait de la Perse, et a été transmis au monde musulman, par l'influence des perses sur les Abbassides qui ont transmis cet art à l'Andalousie d'où il est arrivé à Tlemcen et au Maghreb en général».

Selon Mehtari Faiza, «les Morisques ont été à l'origine de l'apparition de ces décorations murales qui ont pris diverses formes en Algérie», soulignant que «le zellij algérien est caractérisé par son authenticité, sa finesse et son raffinement».

R. C.



Cisjordanie

# Quatre Palestiniens tués et une soldate israélienne blessée

■ En Cisjordanie, trois Palestiniens ont été tués dans la nuit de lundi à mardi après des heurts avec les forces israéliennes. Plus tard dans la journée de mardi, une soldate israélienne a été blessée dans une attaque à la voiture bélier, intervenue près de la colonie de Kokhav Yaakov. L'assaillant est mort.

Par Rosa C.

Trois Palestiniens ont été tués dans des heurts nocturnes avec les forces israéliennes en Cisjordanie, théâtre ces derniers mois d'une recrudescence des violences, a annoncé, mardi 29 novembre, le ministère palestinien de la Santé. Plus tard dans la journée, une soldate israélienne a été blessée dans une attaque à la voiture bélier, dans ce territoire en proie à une recrudescence de la violence. L'assaillant présumé de l'attaque à la voiture bélier, qui a eu lieu près de la colonie de Kokhav Yaakov, en Cisjordanie, est mort, a indiqué l'hôpital

Shaarei-Tsedek à Jérusalem dans lequel il avait été transporté, de même que la victime, une jeune femme de vingt ans «blessée modérément», selon l'armée israélienne. Plus tôt mardi, l'armée israélienne a affirmé avoir réagi à l'agression d'«émeutiers» lors de deux incidents distincts. Le premier est survenu à Beith Ommar, près d'Hébron, une ville du sud de la Cisjordanie où les tensions demeurent vives entre des colons israéliens et la population palestinienne locale, le second à Kafr Ein, près de Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie occupée. À Beit Ommar, selon le

ministère palestinien de la Santé, un Palestinien a succombé après avoir été blessé par balle à la tête par l'armée israélienne. De son côté, l'armée a, elle, indiqué dans un communiqué avoir ouvert le feu, sans faire de victime, sur «des émeutiers» qui avaient lancé des pierres et des engins explosifs en direction des soldats après que deux véhicules de l'armée, en patrouille près de Beit Ommar, se furent retrouvés bloqués par un problème technique. Puis, à Kafr Ein, Jawad et Dhafer Abdul Rahman Rimawi, deux frères, âgés respectivement de 22 et 21 ans, ont été tués par des tirs de l'armée israélienne, selon le ministère palestinien. Sur Twitter, le ministre palestinien des Affaires civiles, Hussein al-Cheikh, a estimé qu'il s'agissait d'une «exécution de sang-froid», la qualifiant de «crime horrible». L'armée israélienne a, elle, évoqué une «violente émeute survenue pendant des activités de routine des Forces de défense israéliennes, près de Kafr Ein». «Des suspects ont lancé des pierres et des cocktails Molotov en direction des soldats, qui ont répondu par des moyens de dispersion



anti-émeute et des tirs réels», a-t-elle affirmé. «Nous sommes au courant des informations faisant état de deux Palestiniens tués. L'incident fait l'objet d'un examen», a-t-elle ajouté. Après ces affrontements, le mouvement islamiste armé Hamas, au pouvoir dans la bande de Gaza et qui compte des soutiens en Cisjordanie notamment, a indiqué dans un communiqué que «l'escalade israélienne allait rencontrer une résistance croissante de la part des Palestiniens». Les violences se sont intensifiées ces derniers mois en Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967. L'armée israélienne a multiplié les raids à travers ce territoire, dans la foulée d'attaques anti-israéliennes meurtrières. Ces opérations et les heurts qui y sont parfois asso-

ciés ont fait plus de 125 morts palestiniens, le bilan le plus lourd depuis sept ans, selon l'ONU. «Le conflit atteint de nouveau un point d'ébullition», a d'ailleurs déclaré lundi le médiateur de l'ONU pour le Proche-Orient, Tor Wennesland, à la veille de la journée internationale de «solidarité» avec les Palestiniens. Ces événements interviennent au moment où se poursuivent les tractations pour former un nouveau gouvernement en Israël, entre le Premier ministre israélien désigné, Benjamin Netanyahu, à la tête du parti de droite Likoud, et ses alliés ultra-orthodoxes et d'extrême droite arrivés majoritaires aux législatives du 1<sup>er</sup> novembre (64 sièges sur 120), devant le camp du centriste Yaïr Lapid.

R. C.



## Commentaire

Avenir

Par Fouzia Mahmoudi

Si le paquebot de la droite, Les Républicains, a commencé à prendre l'eau au moment de l'avènement d'Emmanuel Macron et la «fuite» de dizaines d'élus et de cadres vers le parti du jeune président, la dernière course à l'Élysée a mis le dernier clou dans le cercueil du parti de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy. Hier, au premier jour du congrès du parti de droite, dont les adhérents doivent élire le nouveau président, les Français jugent sévèrement le mouvement. Dans un sondage publié hier, 72 % des personnes interrogées estiment que Les Républicains n'ont pas d'avenir politique. Éric Ciotti, Aurélien Pradié, Bruno Retailleau, les trois candidats à la présidence de LR comptent pourtant tous réinventer, d'une manière ou d'une autre, le parti abîmé par l'affaire Fillon, l'élection d'Emmanuel Macron qui a grignoté son territoire à droite, ou encore son score calamiteux à la dernière présidentielle. Le temps presse pour redresser la barre, d'autant que la base électorale du parti fond comme neige au soleil. Il n'y a guère que chez ceux qui ont voté Valérie Pécresse en avril dernier où l'on trouve encore de l'optimisme. Ils sont 71 % à croire en l'avenir politique des héritiers du RPR et de l'UMP, contre moins d'un quart chez les sympathisants d'autres bords. Il y a surtout un évident échec à incarner la droite sociale. Plus son revenu est faible, moins on voit comment le parti de la rue de Vaugirard pourrait continuer à exister dans le paysage politique français. Mais même chez les plus riches, on est loin de l'emballement (26 % des sondés, avec des revenus mensuels au-dessus de 5 000 euros, voient un avenir aux LR). Les Républicains paient en grande partie le morcellement de la droite dont ils n'apparaissent plus comme le représentant naturel. Ainsi, seul un quart des Français estime que le parti est celui qui incarne le mieux la droite. Autant attribuent ce rôle à Renaissance, le parti d'Emmanuel Macron ; un quart encore désignant le Rassemblement National. Le dernier quart se partage entre Reconquête, Horizons et le MoDem. Là encore, seuls les électeurs de Valérie Pécresse (74 %) trouvent encore un attachement à LR. La tâche promet d'être ardue pour le futur président du parti. Il pourrait commencer par se débarrasser une bonne fois pour toutes de l'ancienne figure tutélaire de la droite, Nicolas Sarkozy. En tout cas, son image paraît bien abîmée elle aussi : trois quarts des Français estiment que son bilan à l'Élysée n'est pas satisfaisant. Chez les sympathisants LR, la ferveur pour Nicolas Sarkozy semble être également bien retombée. À peine 10 % des électeurs de Valérie Pécresse en 2022 jugent le bilan de l'ancien président «très satisfaisant», 51 % le qualifiant, mollement, de «plutôt satisfaisant». Reste à espérer pour la direction du parti que la désignation d'un nouveau président donnera un nouvel élan suffisant pour relancer la machine et aider la droite traditionnelle à retrouver une place d'importance au sein de l'échiquier politique français. Sinon, Les Républicains connaîtront le même sort, humiliant, que le Parti socialiste.

États-Unis

## Le Parti démocrate renforce l'influence du vote afro-américain dans ses primaires

Le bal des primaires s'ouvrira désormais en Caroline du Sud, qui compte une importante population afro-américaine, et non plus dans l'Iowa, petit État rural à la population majoritairement blanche. Le parti démocrate a approuvé, vendredi 2 décembre, un grand chamboulement du calendrier de ses primaires, une proposition du Président Joe Biden qui renforcera l'influence du vote afro-américain dans la sélection du candidat à la Maison-Blanche à compter de 2024. Le président octogénaire, qui a confié envisager un second mandat à la tête des États-Unis, avait suggéré cette réorganisation dans une lettre adressée jeudi au comité chargé des règles de fonctionnement du Parti démocrate. Historiquement, le long processus des primaires américaines débute dans l'État de l'Iowa, qui dispose d'un système de scrutin atypique : les «caucuses», des assemblées traditionnelles d'électeurs. Cela donne une influence disproportionnée à ce petit État rural, à la population majoritairement blanche. Joe Biden a suggéré au contraire d'ouvrir le bal des primaires dans l'État méridional de Caroline du

Sud, qui compte une importante population afro-américaine. Le comité a approuvé cette proposition vendredi lors d'un vote à main levée, seuls les membres représentant l'Iowa et le New Hampshire ayant voté contre. Le nouveau calendrier sera soumis en février 2023 au vote de l'ensemble de la direction du parti. Le comité propose que la première primaire démocrate se tienne le 3 février en Caroline du Sud, suivie par le Nevada et le New Hampshire le 6, la Géorgie le 13 et le Michigan le 27. Avant la présidentielle de 2020, Joe Biden avait essuyé plusieurs échecs aux primaires de l'Iowa, du New Hampshire et du Nevada, avant de remporter une très large victoire en Caroline du Sud qui lui avait permis de renverser la vapeur et d'être finalement choisi pour défier Donald Trump. Pour justifier son choix de remanier un calendrier gravé dans des décennies de pratique, Joe Biden a expliqué qu'il était devenu impossible d'obtenir l'investiture du Parti démocrate «sans un large soutien des électeurs de couleur», qu'ils soient afro-américains, d'origine hispanique, asiatique ou des îles du Pacifique.

«Depuis des décennies, les électeurs noirs sont notamment la colonne vertébrale du Parti démocrate, mais ils sont repoussés vers la fin du processus des primaires», a relevé Joe Biden dans son courrier. «Il est temps d'arrêter de considérer ces électeurs comme acquis, et il est temps de leur offrir un vote plus tôt et plus visible dans ce processus», a-t-il ajouté. La proposition présidentielle avait été fraîchement accueillie par la direction démocrate dans l'Iowa et le New Hampshire, deux petits États habitués à briller seuls sous les projecteurs du début des primaires, attirant en conséquence d'énormes financements de campagne. «Les petits États ruraux comme l'Iowa doivent avoir une voix dans le processus de nomination de la présidentielle», a insisté Ross Wilburn, le chef local du Parti démocrate. Le président du parti démocrate du New Hampshire, Ray Buckley, a affirmé que son État organiserait quand même ses primaires «en premier». «Nous avons survécu à des tentatives précédentes pendant des décennies et nous survivrons à celle-ci», a-t-il ajouté.

## Gynécologie-obstétrique

# Reprise prochaine des opérations d'insémination artificielle à l'EHU Nafissa-Hamoud

■ Le chef de service de gynécologie-obstétrique à l'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) Nafissa-Hamoud (ex-Parnet), le P Mokrane Medjtoh, a affirmé, vendredi à Alger, que les opérations d'insémination artificielle reprendront la semaine prochaine au niveau de l'établissement.

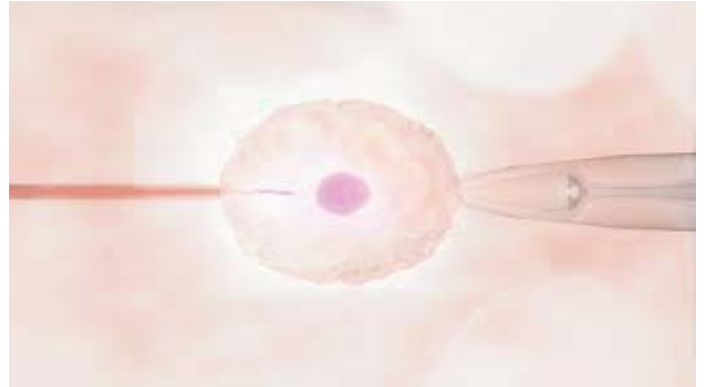
Par Safy T.

Le Centre public de procréation médicalement assistée (PMA) de l'EHU Nafissa-Hamoud, l'unique au niveau national, a gelé ses activités pendant deux ans, en raison de la propagation du Covid-19, a déclaré à l'APS le spécialiste, en marge du Congrès international de gynécologie-obstétrique, soulignant que «les opérations d'insémination artificielle reprendront dès la semaine prochaine», à la faveur des efforts consentis par l'administration de l'hôpital en vue d'assister les couples souffrant de problèmes de procréation, particulièrement ceux en manque de moyens financiers pour se faire soigner dans les établissements privés.

Lors du congrès, plusieurs thèmes

importants liés à la gynécologie-obstétrique ont été abordés, dont l'insémination artificielle et l'incontinence urinaire chez la femme. A ce propos, le spécialiste a précisé qu'«une femme sur deux souffre à partir de 50 ans et plus, de problème d'incontinence urinaire», estimant qu'il s'agit d'un phénomène tout à fait naturel dû à plusieurs facteurs, dont la grossesse, l'accouchement, l'aménorrhée, le surpoids, ainsi qu'à l'affaiblissement des tissus des muscles ou encore à une diminution de la synthèse d'oestrogène.

A cet effet, il a cité deux types : l'incontinence urinaire d'effort (IUE), caractérisée par une perte d'urine lors d'un effort ou lors de la toux, qui peut être traitée par la chirurgie, et l'incontinence due à des troubles de la vessie, qui nécessite uni-



quement la prescription d'un traitement.

Les femmes souffrant de cette maladie doivent en parler sans en avoir honte, d'autant que des solutions existent dont la chirurgie qui donne de très bons résultats ou la prise d'un traitement, a-t-il souligné, précisant que certains cas sont généralement détectés lors d'examen gynécologiques de routine.

Lors de ce congrès, des interventions ont été présentées par des experts algériens et étrangers au profit de médecins de certaines wilayas intérieures pour leur permettre de bénéficier d'une formation continue et de s'enquérir des derniers progrès scientifiques enregistrés dans cette spécialité.

S. T.

## Covid-19

### 90 % de la population mondiale présente une forme d'immunité

Au moins 90 % de la population mondiale présente une forme d'immunité contre le Covid-19, a déclaré vendredi le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, tout en mettant en garde contre la baisse de vigilance.

Cette baisse de vigilance laisse la porte ouverte à l'émergence d'un nouveau variant susceptible de se répandre et de supplanter le variant Omicron, actuellement dominant, a souligné M. Tedros lors d'une conférence de presse.

«L'OMS estime qu'au moins 90 % de la population mondiale présente actuellement une certaine forme d'immunité face au virus SARS-CoV-2, grâce à une infection antérieure ou à la vaccination», a-t-il ajouté, faisant référence au virus respon-

sable de la pandémie de Covid-19.

Le chef de l'OMS a mis en garde contre la tentation d'affirmer prématurément que la phase émergente de la pandémie est terminée. «Nous n'en sommes pas encore là», a-t-il souligné.

#### Les nouveaux sous-variants représentent plus de 60 % des nouveaux cas aux Etats-Unis

Les nouveaux sous-variants Omicron BQ.1 et BQ.1.1 ont représenté plus de 60% des nouveaux cas de Covid-19 aux Etats-Unis au cours de la dernière semaine, selon les estimations publiées vendredi par le Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Ces estimations montrent ainsi que le

BQ.1.1 a constitué environ 31,9 % des variants en circulation cette semaine et le BQ.1 30,9 %.

Ces deux souches sont des descendants du sous-variant BA.5 d'Omicron. Elles ont remplacé la BA.5 pour devenir dominantes aux Etats-Unis. Le BA.5 représentait encore 13,8 % des nouvelles infections au cours de la dernière semaine, selon le CDC.

Le même organisme suit également un autre nouveau sous-variant préoccupant connu sous le nom de XBB, qui a augmenté pour représenter environ 5,5 % des nouvelles infections à l'échelle nationale.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, XBB ne semble pas être plus grave que les autres sous-variants d'Omicron, mais les premières données indiquent

qu'il présente un risque de réinfection plus élevé.

#### La Chine signale 3 933 nouveaux cas transmis localement

La Chine a signalé vendredi 3 933 cas confirmés de Covid-19 transmis localement, a déclaré, hier, la Commission nationale de la santé.

Un total de 28 894 porteurs asymptomatiques locaux ont été nouvellement identifiés. En tout, 3 378 patients atteints de Covid-19 sont sortis de l'hôpital après leur guérison, a indiqué la commission dans son rapport quotidien.

Vendredi, aucun nouveau décès lié au Covid-19 n'a été enregistré, le bilan total s'établissant à 5 233 décès.

Faten D.

## Lutte contre le sida

### Le Bénin cherche à promouvoir le dépistage à travers la démedicalisation

«Il ne faudrait pas ignorer les inégalités qui persistent au Bénin en matière d'accès aux actions de prévention, de dépistage et de baisse de la charge virale», a déclaré, vendredi, le ministre la Santé, Benjamin Hounkpatin, mettant

l'accent sur l'approche de démedicalisation dans la riposte contre le VIH/sida. «C'est pour remédier à ces inégalités que le Bénin a opté pour la stratégie de démedicalisation du test du VIH, en vue d'accroître le nombre de personnes vivant avec le VIH, qui

connaissent leur statut sérologique, la bonne couverture des sites d'offre de services VIH ainsi que l'implication des officiers de police judiciaire», a souligné M. Hounkpatin dans un entretien accordé à des médias au lendemain de la célébration de la

Journée mondiale de lutte contre le sida. Le Bénin a atteint fin 2021 les taux de 85 % en ce qui concerne la connaissance du statut sérologique des personnes infectées par le VIH, de 99 % pour la mise sous traitement antirétroviral et de 79 %

pour la suppression de la charge virale chez les personnes mises sous antirétroviral, s'est-il réjoui. La prévalence de l'infection à VIH est de 0,95 % chez les femmes enceintes, selon l'enquête nationale de séro-surveillance sentinelle de 2021.

Yanis G.

## Médicaments

### L'UE interdit des sirops pour la toux potentiellement dangereux

Les sirops pour la toux contenant de la pholcodine vont être interdits dans l'Union européenne car ils peuvent provoquer une réaction allergique très dangereuse en cas d'anesthésie générale, a annoncé, vendredi, l'Agence européenne des médicaments (EMA). Ces sirops, destinés à traiter la toux sèche aussi bien chez l'enfant que chez l'adulte, peuvent être dangereux

même s'ils ont été consommés longtemps avant l'anesthésie.

«L'usage de la pholcodine dans les 12 mois précédents peut provoquer, au moment de l'anesthésie générale, une réaction anaphylactique, une réaction allergique soudaine, sévère et pouvant provoquer la mort», a précisé l'EMA dans un communiqué annonçant sa décision, qui sera appliquée dès son approbation

administrative. Ces médicaments, utilisés depuis les années 1950, étaient encore récemment vendus en Belgique, en Croatie, en France, en Irlande, en Lituanie, au Luxembourg et en Slovénie, notamment sous les marques Dimetane, Biocalyptol et Broncalene.

Les autorités sanitaires françaises avaient toutefois indiqué dès septembre que l'autorisation de mise sur le marché

de ces sirops avait été retirée, et que ceux déjà en place dans les pharmacies ou centres de santé seraient retirés de la circulation.

En avril 2020, au plus fort de l'épidémie de Covid, dont la toux sèche était un des principaux symptômes, elles avaient également recommandé de ne pas utiliser ce type de sirops.

R. S.





## La victoire du Japon saluée par une puissante clameur à Tokyo

DES JAPONAIS enthousiastes ont tenu, tôt vendredi matin au célèbre carrefour de Shibuya à Tokyo, à saluer avec une puissante clameur, la victoire surprise de leur sélection de football contre l'Espagne (2-1), à la Coupe du monde, lors de la 3<sup>e</sup> et dernière journée, groupe E, de la phase des poules. «*Japon, bravo ! Japon, bravo !*», ont crié des centaines de personnes après la victoire 2-1 des Samourais Bleus, en chantant «*Vamos Nippon*» et en brandissant le drapeau de leur pays, qui avait déjà battu l'Allemagne (2-1) au début du Mondial. Vêtus du maillot bleu de leur équipe, certains portant des bonnets pour se protéger du froid, les amoureux du football se sont mêlés aux travailleurs en costume qui se rendaient au bureau : avec le décalage horaire, le coup de sifflet final à Doha correspondait aux premières heures du jour dans la capitale japonaise. «*Je pensais que ce match serait un peu difficile*», a admis Munehiro Hashimoto, 36 ans, vêtu d'un maillot du Japon, avec une guirlande bleue et argentée sur les épaules. Sa tenue était surmontée d'un casque de samouraï – bleu – de fortune, orné sur les côtés des inscriptions en japonais «*victoire assurée*» et «*esprit du samouraï*». «*Ça a commencé à quatre heures du matin (au Japon, NDLR), donc je regardais ça à la maison. Puis ils ont gagné, alors je me suis précipité ici. On l'a fait !*». Les fêtards ont dansé et applaudi, tapant dans les mains d'inconnus et posant pour les photos prises par des gens amusés sur le chemin du travail. «*Le Japon devient vraiment fort*», a lancé un humoriste qui s'était mêlé à la foule de Shibuya. «*Nous avons maintenant de nombreux (joueurs) qui se produisent au plus haut niveau. Nous voyons que la qualité (de l'équipe) s'améliore, et maintenant ils l'ont enfin prouvé*». Les célébrations ne se sont pas limitées à la rue. Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, a tweeté sa «*joie*» et salué la performance du Japon, qui a fini premier de son groupe. «*L'entraîneur (Hajime) Moriyasu et les joueurs ont obtenu ce merveilleux résultat dans le match le plus important et le plus critique de tous les temps, sous une pression énorme*», a-t-il écrit. «*Je tiens à exprimer mon sincère respect pour les efforts foudroyés de l'équipe*». Il a également appelé Moriyasu qui avait été mis sous pression après la défaite du Japon contre le Costa Rica (0-1). Les journaux japonais ont imprimé des éditions spéciales, le grand quotidien «*Yomiuri*» titrant : «*Le Japon se qualifie pour les huitièmes de finale, l'Espagne est détruite*». Alors que la foule commençait à s'éloigner de Shibuya, Masaki Higuchi, 28 ans, portant un drapeau japonais comme une cape, n'était pourtant pas prêt à partir. «*Ils ont affronté des moments difficiles*», a-t-il dit à propos de son équipe. «*Mais je pense qu'ils ont fait preuve d'un esprit de samouraï à la fin !*».

Portugal

## Ronaldo agacé par un joueur coréen le pressant de sortir

LA STAR du Portugal, Cristiano Ronaldo, a affirmé que son mécontentement visible au moment de son remplacement contre la Corée du Sud (défaite 2-1) vendredi au Mondial-2022 était lié au fait qu'un adversaire le pressait de quitter le terrain. «*Cela s'est passé avant mon remplacement*».

Le joueur coréen était en train de me dire de sortir rapidement et je lui ai dit de se taire, car il n'a aucune autorité. Il n'a pas à dire quoi que ce soit», a expliqué CR7 dans la zone presse du stade, interrogé par des télévisions portugaises. «*Il ne doit pas y avoir de polémique. C'est dans le feu de la rencontre. Indépendamment de ce qu'il*

*s'est passé, les choses restent toujours sur le terrain*», a-t-il ajouté. Auparavant, en conférence de presse, son sélectionneur Fernando Santos avait affirmé que le capitaine portugais avait été «*insulté*» par un joueur sud-coréen non identifié. «*Il était en colère contre un joueur de la Corée du Sud, tout le monde l'a vu, a expliqué le sélectionneur. Ce joueur était en train de l'insulter et lui disait de sortir (du terrain, ndr), c'est pourquoi il était en colère*».

Cristiano Ronaldo a été remplacé à la 65<sup>e</sup> minute, confiant son brassard de capitaine à Pepe d'un air furieux avant de sortir du terrain et de rejoindre le banc.

Brésil

## Dani Alves joueur le plus âgé en Coupe du monde

LE DÉFENSEUR Dani Alves va devenir vendredi (coup d'envoi 20h00 algériennes), à 39 ans, le Brésilien le plus âgé jamais aligné en Coupe du monde en étant titularisé contre le Cameroun lors du troisième match de poule de la Seleçao au Mondial-2022, avec en prime le brassard de capitaine.

L'ancien latéral du Barça sera aligné à l'âge de 39 ans, 6 mois et 27 jours, dépassant le record établi par Djalma Santos en 1966

(37 ans). L'âge le plus avancé pour un joueur à la Coupe du monde reste le fait du gardien égyptien Essam el-Hadary, aligné à 45 ans au Mondial-2018 en Russie. Pour un joueur de champ, c'est le Camerounais Roger Milla qui détient le record avec une ultime apparition en 1994 à 42 ans.

Dans ce Mondial-2022, le défenseur canadien Atiba Hutchinson avait 39 ans, 9 mois et 22 jours jeudi lorsqu'il a joué

une demi-heure contre le Maroc (défaite 2-1).

Et le Portugais Pepe a été aligné vendredi contre la Corée du Sud (défaite 2-1) à 39 ans, 9 mois et 4 jours.

Dani Alves, qui n'a plus joué en match officiel depuis septembre avec son dernier club en date, les Pumas, au Mexique, a été appelé par Tite malgré les critiques de la presse brésilienne.

Huitièmes de finale du Mondial 2022  
**Le Sénégal à l'épreuve des «Three Lions», la France favorite**  
 ■ Le représentant africain au second tour de la Coupe du Monde 2022 au Qatar, le Sénégal, sera à l'épreuve de l'Angleterre dans un choc qui promet, sachant que cette dernière est considérée comme l'un des favoris au sacre final.

Par Mahfoud M.

Cependant, les poulains d'Alliou Cissé, qui ont réalisé une très belle phase des poules, ne se laisseront pas faire et feront tout ce qui est en leur pouvoir pour tromper les Anglais et arracher le billet qualificatif aux quarts de finale qui reste dans leurs cordes. Les Lions de la Téranga ont prouvé qu'ils avaient les ressources nécessaires pour faire douter n'importe quelle équipe et décrocher une autre victoire qui les propulserait en quarts. Le Sénégal, champion d'Afrique en titre, a mis la barre haut et souhaite aller le plus loin possible, même s'il doit faire très attention à cette sélection anglaise, constituée d'une équipe regroupant des joueurs de talent, et qui est au Mondial pour arriver en finale. De son côté, le champion du monde sortant, la France, aura fort à faire face à son homologue polonaise qu'elle connaît très bien et qu'elle a eu déjà à affronter à l'Euro. Les tricolores restent, certes, sur une défaite face à la Tunisie lors de la dernière journée, mais il faut savoir qu'ils ont joué avec la deuxième équipe, souhaitant laisser leurs cadres au repos pour aborder justement ce huitième de finale avec le sérieux voulu pour décrocher le billet des quarts et continuer ensuite l'aventure et pour-



Les Sénégalais veulent continuer l'aventure

quoi pas refaire le coup de 2018 en Russie. Toutefois, les Français doivent faire très attention à la Pologne qui se présentera avec un tout autre visage que lors du match face à l'Argentine, et qui jettera toutes ses forces dans la bataille pour réussir un exploit. Les coéquipiers de

Lewandowski n'ont rien à perdre et se donneront à fond pour réussir la qualification au prochain tour. M. M.

**LE PROGRAMME :**  
 France - Pologne (16h)  
 Angleterre - Sénégal (20h)

Selon la Fifa

## Le ballon sur le 2<sup>e</sup> but du Japon «n'était pas entièrement sorti»

Le ballon qui a permis jeudi au Japon d'inscrire le but de la victoire contre l'Espagne (2-1) et éliminé à distance l'Allemagne du Mondial-2022 «*n'était pas entièrement sorti*», a assuré vendredi la Fifa pour appuyer la décision arbitrale. «*Il se peut que des caméras aient présenté des*

*images trompeuses, mais selon les preuves disponibles, le ballon n'était pas entièrement sorti des limites du terrain*», a indiqué la Fédération mondiale dans un posté. Dans un second message posté sur le réseau social, la Fifa précise que «*le 2<sup>e</sup> but du Japon a été vérifié par la VAR pour déterminer si la balle était sortie des limites du terrain. Les officiels responsables de l'analyse vidéo ont utilisé la technologie sur la ligne de but pour savoir si le ballon était toujours partiellement ou non sur la ligne*». La Fifa présente également une petite vidéo montrant un ballon semblant placé à l'extérieur d'un terrain. Si le placement montre bel et bien qu'il existe un espace entre la partie du ballon au sol et le bord extérieur de la ligne, semblant accréditer la thèse de la sortie des limites du terrain, l'image montre également que la partie arrondie du ballon qui ne touche pas le sol se situe cette fois verti-

calement à l'intérieur de la ligne, appuyant ainsi la démonstration de la Fifa. A la 51<sup>e</sup> minute, alors que le ballon était dans cette position, le Japonais Kaoru Mitoma s'était jeté pour centrer sur Ao Tanaka, qui avait marqué. Après visionnage de la VAR, l'arbitre sud-africain Victor Gomes avait accordé le but. La loi 9 de l'IFAB précise que le ballon est considéré comme hors du jeu quand «*il a entièrement franchi la ligne de but ou la ligne de touche, à terre ou en l'air*». Ce but a permis au Japon de prendre la tête du groupe avec six points, devant l'Espagne et l'Allemagne avec quatre unités chacun. Mais la «*Mannschaft*» ayant une moins bonne différence de buts que la «*Roja*», c'est elle qui s'est retrouvée éliminée. Un nul entre l'Espagne et le Japon aurait cependant qualifié l'Allemagne et éliminé les «*Samourais Bleus*».

Cambriolages de maisons et de magasins à Béjaïa

### Plusieurs malfaiteurs tombent dans les mailles de la police

**PLUSIEURS** cambriolages de maisons et de magasins ont été enregistrés par les services de sécurité ces derniers temps à Béjaïa. C'est ainsi que les éléments de la police judiciaire de la 3<sup>e</sup> sûreté urbaine ont mis fin ces, trois derniers jours, aux agissements d'un individu âgé de 28 ans, spécialisé dans les cambriolages de magasins. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «ce dernier a été signalé à une heure tardive de la nuit par le propriétaire d'un kiosque multi-service à la cité des 600 logements à Ihaddaden, via le numéro vert 15-48». L'individu a été pris en flagrant délit de vol dans le magasin qu'il a dégradé pour y entrer dans le but d'emporter du tabac et de l'argent, entre autres.

L'intervention des policiers a permis la récupération d'une bonne quantité de tabac et une somme d'argent estimée à 12 000,00DA. Conduit au commissariat, «le prévenu a été entendu puis présenté devant le parquet et mis en examen pour vol avec effraction durant la nuit», ajoute la même source. Il a été écroué. Un autre malfaiteur, âgé de 23 ans, a également été arrêté la semaine dernière par les éléments de la police judiciaire de la 5<sup>e</sup> sûreté urbaine de Béjaïa. «Le mis en cause a été pris en flagrant délit de vol d'un téléphone mobile», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

L'individu a été signalé via le numéro vert 15-48 suite à une tentative de vol, sous la menace d'une arme blanche (un couteau), d'un téléphone mobile d'une jeune femme, à l'arrêt de bus de Dawadji, centre-ville de Béjaïa. Selon la même source, «des citoyens présents sur les lieux sont intervenus afin d'empêcher le méfait».

Conduit au commissariat, «le malfaiteur s'est avéré être un repris de justice et impliqué dans plusieurs affaires simi-

laires», précise également la même source. Il a été présenté devant le parquet et mis en examen pour tentative de vol sur la voie publique avec menace d'agression avec arme blanche.

Convoqué à une comparution immédiate, il a été condamné à un an de prison ferme. Par ailleurs, trois autres individus âgés entre 25 et 27 ans ont été arrêtés récemment par les éléments de la 5<sup>e</sup> sûreté urbaine pour cambriolage de maisons. Tout a commencé par un appel via le numéro vert 15-48 d'un habitant d'un immeuble situé en face de la cité universitaire U 17- Octobre, faisant état de la présence d'un étranger dans le bâtiment qui dégradait la porte d'un appartement au moyen d'un arrache-clou.

L'intervention des policiers a permis l'arrestation du malfaiteur, la récupération d'une paire de gants et l'objet utilisé pour commettre l'effraction. Un deuxième individu a également été arrêté à l'intérieur du bâtiment, alors qu'il se cachait à l'étage supérieur. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «le malfaiteur a déjà été aperçu avec un autre individu dans les alentours de l'immeuble, selon les témoignages des habitants».

Une procédure judiciaire a été engagée à leur rencontre pour «constitution d'une association de malfaiteurs, vol avec effraction et flagrant délit de vol dans une maison». Présentés devant le parquet et convoqués à une comparution immédiate, ils ont été mis aux arrêts.

H. Cherfa

**LES VOYAGEURS** arrivant en Tunisie sont exemptés de l'obligation de présenter un test PCR et le passeport vaccinal, suite à l'amé-

Algérie/Jordanie

### Le Roi Abdallah II de Jordanie entame une visite d'Etat en Algérie

**LE ROI ABDALLAH II** de Jordanie a entamé hier une visite d'Etat de deux jours en Algérie sur invitation du président de la République,

Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Sur invitation de son frère, le président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, sa majesté le roi Abdallah II bin Hussein, souverain du Royaume hachémite de Jordanie, pays frère, entame une visite d'Etat de

deux jours en Algérie à compter de samedi 3 décembre 2022», lit-on dans le communiqué.

K. L.

de l'immunité, notamment pour les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques se poursuivront», appelant «les personnes présentant des symptômes du Covid-19 à porter des masques et à aérer les espaces clos». Le ministère a précisé, en outre, que les protocoles sanitaires sont mis à jour en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique de la pandémie de Covid 19.

O. N.

Harga:  
Le phénomène prend de l'ampleur



Djalou@hotmail.com

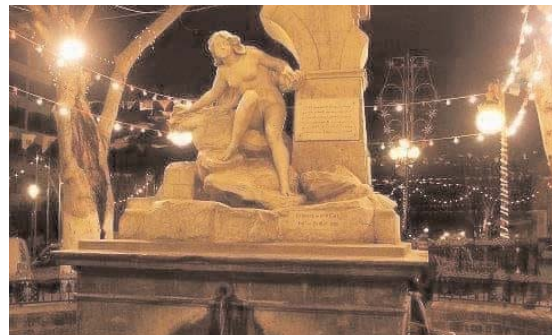
Sétif

### La statue Aïn Fouara de nouveau vandalisée, l'auteur arrêté

■ La statue de la fontaine Aïn Fouara a fait l'objet, à plusieurs reprises, d'actes de vandalisme en 1997, en 2006 et en 2017.

Par Slim O.

**L**a statue ornant la fontaine Aïn Fouara du centre ville de Sétif a fait l'objet d'actes de vandalisme dans la soirée de vendredi, a-t-on constaté. Des témoins ont déclaré à l'APS que la statue Aïn Fouara a été dégradée par un jeune âgé d'une vingtaine d'années qui s'est servi d'un objet qu'il portait dans la main, une pierre selon toute vraisemblance. Dans une déclaration faite à l'APS, le directeur de la culture et des arts, Oualid Benbrîk, a fait part que l'auteur de ces actes de destruction a été arrêté par les agents de la sûreté urbaine. La statue de la fontaine



Aïn Fouara, halte traditionnelle des visiteurs de la ville de Sétif et étape obligée des touristes, a fait

l'objet, à plusieurs reprises, d'actes de vandalisme en 1997, en 2006 et en 2017.

S. O.

Tunisie/Covid-19

### Les voyageurs exemptés de présenter un test PCR

liation des indicateurs nationaux liés à la pandémie, selon l'agence de presse TAP, citant un communiqué du ministère de la

Santé. Selon la même source, le ministère a indiqué que «la campagne de vaccination et l'administration des doses de renforcement

de l'immunité, notamment pour les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques se poursuivront», appelant «les personnes présentant des symptômes du Covid-19 à porter des masques et à aérer les espaces clos». Le ministère a précisé, en outre, que les protocoles sanitaires sont mis à jour en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique de la pandémie de Covid 19.

Batna

### Découverte d'un atelier clandestin de fabrication d'armes et saisie d'une quantité de drogue

**L**es éléments de la Brigade mobile de police judiciaire (BMPJ) de Barika (Batna) ont découvert un atelier clandestin de fabrication d'armes et de munitions avec la saisie de 12,12 g de cocaïne, une arme à feu et des munitions, a indiqué,

vendredi, un communiqué de la sûreté de wilaya. Cette opération a été menée suite à l'exploitation d'informations parvenues aux éléments de cette brigade, ayant permis l'arrestation d'une personne impliquée dans cette affaire, a précisé le même docu-

ment. Après la perquisition de son domicile sis à la commune de Barika avec autorisation délivrée auprès des services compétents, il a été procédé à la découverte de matériel utilisé dans la fabrication d'armes traditionnelles et munitions avec la

saisie d'une arme à feu, 26 cartouches multi-calibres et 18 capsules, entre autres, a ajouté le communiqué. L'intervention des policiers a permis également la saisie de 36 petits sacs contenant dans la cocaïne, d'un poids total de 12,12 grammes, 2

armes blanches et une somme d'argent d'une valeur de 724 000 DA, a-t-on ajouté de même source. La personne mise en cause âgée de 31 ans a été présentée devant la justice, selon le communiqué.

Hayet B.